

L'islamophobie dans le champ francophone : un racisme aux justifications progressistes

Rédigé le 22 octobre 2019 par : Vincent Cornil



L'islamophobie est un phénomène dont on ne peut plus nier l'existence : de l'impact de celui-ci sur l'emploi, l'accès au logement ou même à l'école, à des actes de haine comme le vandalisme contre les mosquées les faits sont là pour le rappeler. Toutefois cela prend des formes différentes selon les régions du monde ou d'Europe.

L'islamophobie est un processus et un produit qui s'articulent à partir de différentes racialisations construites autour de l'appartenance réelle ou supposée à la religion islamique. La racialisation islamophobe la plus prégnante et la plus audible à laquelle nous avons à faire face aujourd'hui en Belgique francophone prend ses racines en France. Et c'est de France que nous importons nos concepts et visions en la matière. Sa spécificité est qu'elle théorise un certain rejet de l'islam non pas sur des bases conservatrices ou au nom d'une idéologie basiquement suprématiste mais en déployant inversement un argumentaire progressiste avec des termes symboliquement forts et traditionnellement portés par l'antiracisme tels que l'égalité, l'émancipation, la liberté, la laïcité... pour faire court c'est donc une islamophobie de gauche, un racisme d'une gauche dépassée qui ne s'est pas donné les moyens de refonder son logiciel critique face à de nouveaux enjeux sociaux – en

réalité des enjeux sociaux très anciens mais qui n'ont pu que récemment s'extirper de dynamiques d'invisibilisation - tels que la lutte contre la domination culturelle, les luttes pour la reconnaissance, la lutte contre l'aliénation identitaire...

Situer les racines de cette islamophobie est nécessaire car il en découle quelques effets structurels qui ne pourront pas être dépassés sans cette compréhension. J'en identifie trois.

D'abord, l'accusation est terrible. Les citoyen.ne.s de confession musulmane seraient par leurs croyances et pratiques, jusqu'à preuve du contraire, des personnes déviantes quant aux principes d'égalité, d'émancipation, de liberté, de neutralité des services publics... jusqu'à preuve du contraire, c'est-à-dire que nous sommes dans un contexte où ce ne sont pas les islamophobes qui ont à démontrer la légitimité ou le bien-fondé de leurs assignations identitaires mais ce sont les concerné.e.s qui sont tenu.e.s de se justifier, de se positionner, de rassurer quant à ces assignations qui les visent et cette logique du soupçon qui pèse sur elles.eux. Nous sommes dans un renversement de la charge de la preuve. À titre d'exemple, sur la question du port du voile, c'est cette logique qui a entraîné le déplacement du curseur du débat de la question de la liberté de porter un signe convictionnel vers la question de l'appréciation que chacun.e se fait du voile, passant ainsi d'un traitement laïque de la question vers un traitement non laïque, dogmatique, où des autorités publiques s'engagent dans le champ religieux... et cela au nom même de la laïcité...

Quant à la lutte contre l'islamophobie, cette situation a eu pour effet dans un premier temps de mettre l'antiracisme dans une posture presque défensive face aux assignations. Cette phase est aujourd'hui largement et depuis longtemps dépassée par différents collectifs même si le soupçon pèse toujours sur les citoyen.ne.s de confession musulmane, particulièrement sur celles et ceux engagé.e.s dans l'action publique dont on scrute les propos plutôt que de parler avec elles.eux.

Ensuite, cet usage islamophobe d'un monde de sens progressiste rend complexe la dénonciation de cette islamophobie. La complexité n'est pas dans la légitimité de la dénonciation, elle réside dans sa construction argumentative, car les tenants de cette islamophobie et les acteurs de la lutte antiraciste usent des mêmes termes antiracistes et progressistes. Et il ne s'agit pas de simplement s'entendre autour de définitions communes

de ces termes pour surmonter cette tension. En effet, dans un contexte où l'antiracisme, comme projet égalitaire et émancipateur de gauche, devrait être mené proactivement pour un projet de société progressiste avant d'être mené réactivement contre un projet de société raciste, cette absence de signification partagée renvoie en fait à l'incapacité globale actuelle de la gauche de proposer un projet de société fort, un horizon vers lequel tendre, ce qui in-détermine l'usage politique que l'on fait de ces termes progressistes. C'est par ailleurs ce constat de l'absence de projet de société commun à tous les acteurs historiques de l' « antiracisme » qui a fracturé le monde antiraciste avec la lutte contre l'islamophobie comme l'un des éléments déclencheurs parmi d'autres enjeux comme le sécuritaire, les frontières, les droits des sans-papier... Il est maintenant acté que des acteurs historiques de l'antiracisme portaient et portent eux-mêmes des projets de société développant une mécanique raciste, parallèlement à d'autres engagements réellement progressistes qu'ils peuvent avoir.

C'est ce qui nous amène au dernier point. Ce discours islamophobe est puissant dans l'opinion publique car il n'est pas formulé dans le langage de l'extrême-droite, ni même de la droite, il est enraciné dans les concepts de gauche et parle leur langage aux personnes sensibles aux valeurs de gauche tout en ne disant, en substance, pas autre chose que l'extrême-droite : l'islam et les musulman.e.s sont un problème public, une déviance sociale. Mais on voit qu'un Destexhe, avec ses arguments traditionnels de l'extrême-droite n'a finalement que peu de succès. Ici, l'islamophobie n'a pas besoin de lui pour se répandre car elle est véhiculée beaucoup plus efficacement avec ce discours aux accents progressistes, porté par des acteurs labellisés comme progressistes et ayant a priori une légitimité symbolique à nommer et distinguer ce qui relève du progressisme de ce qui n'en relève pas. De cette autorité symbolique, ils ont réussi à imposer un récit narratif assez puissant qui s'est diffusé dans l'opinion publique. Ainsi l'enquête « Noir Jaune Blues » avait montré que 63 % des Belges pensent que l'Islam est une menace et différents rapports détaillent l'impact réel de l'islamophobie dans la vie quotidienne de la population de confession musulmane.

Du constat aux propositions de solutions

Il y a deux dimensions, la dimension antiraciste et progressiste de manière globale d'une part et la dimension spécifique à l'islamophobie d'autre part.

Sur le plan global nous devons mettre fin à cette prétention monopolistique des islamophobes dans l'usage des termes progressistes. Nous devons nous réapproprier l'usage conceptuel et pratique des termes comme égalité, liberté, émancipation, identité, laïcité...[\[1\]](#)

Mais comme dit précédemment, la mobilisation de ces références doit intervenir dans le cadre d'un projet de société total, leur pertinence ne sera complète qu'à travers une approche systémique.

C'est donc à nous, les progressistes, de construire en réseau un projet de société qui propose un horizon fort et qui mette à l'agenda l'égalité face aux mécanismes de domination patriarcale, raciale et de classe.

Et la meilleure réaction à l'islamophobie n'est en effet pas d'y répondre directement, d'entrer en débat avec ses tenants ou de prendre au sérieux leurs arguments, il faut plutôt les isoler, les submerger politiquement par la mise en place de ce projet progressiste puissant car convergent et qui rende obsolètes et inaudibles leurs propos dans l'espace public. C'est la seule manière d'arriver à un changement structurel. C'est une démarche qui demande de l'engagement de toutes les forces progressistes et concernées qui sont actives sur toutes les luttes en cours. Des lieux de rencontre émergent progressivement ces dernières années, notamment autour des revendications antiracistes, il est important que les acteurs impliqués mettent à profit cet instant pour aller au-delà du seul front antiraciste.

Enfin, c'est important de garder à l'esprit la notion du temps car là, maintenant, des personnes subissent directement dans leur quotidien la réalité de l'islamophobie. Nous n'avons donc pas le luxe de prendre le temps et cette quête d'un changement structurel doit bien sûr s'accompagner d'une vigilance quotidienne qui empêche toute impunité face à l'islamophobie. Et ce qui est prôné ici pour l'islamophobie, est aussi valable bien sûr face à toute oppression et mécanique d'exclusion.

Sur la dimension spécifique à la lutte contre l'islamophobie, il est nécessaire qu'il puisse exister un associatif musulman développé afin que la réalité de cette présence culturelle en Belgique puisse être structurellement reconnue et organisée. Que des associations musulmanes aient pignon sur rue, qu'elles puissent avoir une parole publique et donc que les citoyen.ne.s de confession musulmane puissent exister dans le débat public non plus comme des objets, des choses, dont on parle mais comme des sujets qui parlent, et pas nécessairement pour parler des seules questions liées à l'islam ou pour entendre ce que l'on a envie d'entendre. C'est indispensable car cette absence associative musulmane – renforcée volontairement à l'occasion du Plan Canal – participe à l'invisibilisation et à la banalisation de l'islamophobie dans sa dimension « domination culturelle ». Globalement, pouvoir affirmer publiquement avec fierté ce que l'on est ou ce que l'on souhaite être est important dans le cadre d'un processus d'émancipation face à une mécanique qui délégitime ta présence. Et ce qui est proposé ici concernant l'associatif musulman, c'est également nécessaire pour l'associatif Rom, subsaharien, afro-descendant, congolais, femmes migrantes...

En Flandre les associations de minorités sont non seulement subsidiées, mais elles ont leur mot à dire dans les politiques publiques via une plateforme créée pour elles, le *Minderhedenforum* (Forum des minorités). Du côté francophone cette approche est totalement impensable, notamment par la mise en avant d'une logique très française de rejet du « communautarisme »^[2] alors qu'en même temps le communautarisme de l'Homme blanc, un communautarisme qui ne dit pas son nom, est le communautarisme de fait le plus agissant au sein de nos sociétés.

Car l'islamophobie a un impact quotidien sur les concerné-e-s

C'est important de garder à l'esprit la logique d'intersectionnalité entre toutes ces appartenances que la société a construites en marques d'infamie : être migrant, femme, ouvrier, musulman, noir, travailleur sans emploi, travailleur sans papier, Rom, juif, voilée...

Pour discerner le déploiement matériel de l'islamophobie dans la société, il faut regarder aux points de croisement entre ces différents marqueurs de racialisation dans leurs

rapports aux institutions. Et je fais l'hypothèse qu'aucun secteur de la société n'est épargné lorsqu'il s'agit d'un racisme structurel comme l'islamophobie. Sans revenir sur les réalités connues dans l'emploi, le logement, l'enseignement, la formation, les loisirs... j'ai déjà parlé de l'associatif musulman, il y a également l'accès à la justice, le retard dans l'ouverture d'écoles subsidiées dans le cadre du réseau libre confessionnel islamique, le retard dans la reconnaissance des mosquées, la rigidification du regroupement familial, la formation des cadres musulmans à l'initiative du Ministre Marcourt qui est organisée par un comité composé majoritairement de non-musulmans, la rareté des parcelles musulmanes dans les cimetières, les polémiques autour de l'alimentation, les rapports complexes aux services sociaux, les rapports complexes à la police, les rapports complexes aux structures syndicales, les rapports complexes aux soins de santé, l'accès aux médias et la confiscation de la parole, la difficulté d'organiser des grands événements publics sans susciter de polémique, la difficulté d'avoir un compte en banque pour une association musulmane, les screenings pour les emplois où il existe des mesures de sécurité comme dans l'aéroportuaire et qui aboutissent à des pertes d'emploi sans recours possible, les politiques urbanistiques - la gentrification accélérée de certains quartiers a comme conséquence d'en chasser aussi la présence musulmane parmi d'autres groupes cibles indésirables (en 2017 la Ville de Bruxelles a assumé favoriser l'implantation de « commerces plus qualitatifs » dans le nouveau piétonnier), le droit des étrangers - la politique de Francken en termes de visa humanitaire a encore démontré récemment qu'il vaut mieux être chrétien que musulman si on veut être accueilli en Belgique... être de confession musulmane, parmi d'autres marques d'infamie, est concrètement un critère de subalternité symbolique et matérielle, d'autant plus si l'on est femme, migrante, subsaharienne, voilée... être de confession musulmane entraîne un coût social manifeste et les citoyen.ne.s de confession musulmane se retrouvent dans une dualité entre ce qu'ils.elles souhaitent être d'une part et ce qu'ils.elles perçoivent de ce que la société attend d'eux.elles d'autre part.

Et pour conclure

La situation décrite est néfaste pour la cohésion sociale. C'est toute construction identitaire apaisée et toute démarche citoyenne d'une large partie de la société qui sont mises à mal par cette dynamique islamophobe. Il est donc urgent d'agir.

« Moi, je ne suis pas quelqu'un qui aime se bercer d'illusions. Je ne vais pas m'asseoir à votre table, vous regarder manger devant mon assiette vide, et dire que je dîne avec vous. Être assis à une table ne fait pas de vous un convive, sauf si vous mangez une partie du plat. »

Malcolm X

[1] L'arrêt Actiris de 2015 a par exemple permis de mettre fin au monopole interprétatif du concept de laïcité et de son usage comme objectif légitime évident de l'interdiction des signes convictionnels

[2] Ndlr : en anglais *communitarianism* est une notion connotée positivement. C'est la capacité d'une communauté à s'auto-organiser pour résoudre les problèmes qui se posent à elle



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghaliya Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120